

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 décembre 1990.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Pour le Premier ministre et par intérim :

*Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique
et des réformes administratives,*

MICHEL DURAFOUR

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,*

PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre délégué au budget,

MICHEL CHARASSE

(1) Travaux préparatoires : loi n° 90-1169.

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 1714 ;

Rapport de M. Alain Richard, rapporteur général, au nom de la commission des finances, n° 1770 ;

Avis de M. Yves Dollo, au nom de la commission de la défense, n° 1771 ;

Discussion les 3 et 4 décembre 1990 ;

Texte considéré comme adopté, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 5 décembre 1990.

Sénat :

Projet de loi, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, n° 131 (1990-1991) ;

Rapport de M. Roger Chenaud, au nom de la commission des finances, n° 170 (1990-1991) ;

Discussion et adoption le 17 décembre 1990.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 1846 ;

Rapport de M. Alain Richard, au nom de la commission mixte paritaire, n° 1848 ;

Discussion et adoption le 19 décembre 1990.

Sénat :

Rapport de M. Roger Chenaud, au nom de la commission mixte paritaire, n° 190 (1990-1991) ;

Discussion et adoption le 20 décembre 1990.

Conseil constitutionnel :

Décision n° 90-286 DC du 28 décembre 1990 publiée au *Journal officiel* du 30 décembre 1990.

LOI n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (1)

NOR : PTTX9000123L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 90-281 DC en date du 27 décembre 1990,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Art. 1^{er}. - Le livre II de la première partie du code des postes et télécommunications est intitulé : « Les télécommunications ».

Art. 2. - Le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre II de la première partie du code des postes et télécommunications est ainsi rédigé :

« Chapitre I^{er}

« Définitions et principes

« Art. L. 32. - 1^o Télécommunication.

« On entend par télécommunication toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature par fil, optique, radioélectricité ou autres systèmes électromagnétiques.

« 2^o Réseau de télécommunications.

« On entend par réseau de télécommunications toute installation ou tout ensemble d'installations assurant soit la transmission, soit la transmission et l'acheminement de signaux de télécommunications ainsi que l'échange des informations de commande et de gestion qui y est associé, entre les points de terminaison de ce réseau.

« 3^o Points de terminaison.

« On entend par points de terminaison les points de connexion physique répondant à des spécifications techniques nécessaires pour avoir accès au réseau et communiquer efficacement par son intermédiaire. Ils font partie intégrante de ce réseau.

« Lorsqu'un réseau de télécommunications est connecté à un réseau étranger, les points de connexion à ce réseau sont considérés comme des points de terminaison.

« Lorsqu'un réseau de télécommunications est destiné à transmettre des signaux vers des installations mentionnées aux articles 10 et 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, les points de connexion à ces installations sont considérés comme des points de terminaison.

« 4^o Réseau indépendant.

« On entend par réseau indépendant un réseau de télécommunications réservé à un usage privé ou partagé.

« Un réseau indépendant est appelé :

« - à usage privé, lorsqu'il est réservé à l'usage de la personne physique ou morale qui l'établit ;

« - à usage partagé, lorsqu'il est réservé à l'usage de plusieurs personnes physiques ou morales constituées en un ou plusieurs groupes fermés d'utilisateurs, en vue d'échanger des communications internes au sein d'un même groupe.

« 5^o Réseau interne.

« On entend par réseau interne un réseau indépendant entièrement établi sur une même propriété, sans emprunter ni le domaine public - y compris hertzien - ni une propriété tierce.

« 6^o Services de télécommunications.

« On entend par services de télécommunications toutes prestations incluant la transmission ou l'acheminement de signaux ou une combinaison de ces fonctions par des procédés de télécommunication. Ne sont pas visés les services de communication audiovisuelle en tant qu'ils sont régis par la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée.

« 7^o Service téléphonique.

« On entend par service téléphonique l'exploitation commerciale du transfert direct de la voix en temps réel entre des utilisateurs raccordés aux points de terminaison d'un réseau de télécommunications.

« 8^o Service télex.

« On entend par service télex l'exploitation commerciale du transfert direct, en temps réel, par échange de signaux de nature télégraphique, de messages dactylographiés entre des utilisateurs raccordés aux points de terminaison d'un réseau de télécommunications.

« 9^o Service-support.

« On entend par service-support l'exploitation commerciale du simple transport de données, c'est-à-dire d'un service dont l'objet est soit de transmettre, soit de transmettre et d'acheminer des signaux entre les points de terminaison d'un réseau de télécommunications, sans faire subir à ces signaux de traitements autres que ceux nécessaires à leur transmission, à leur acheminement et au contrôle de ces fonctions.

« 10^o Equipement terminal.

« On entend par équipement terminal tout équipement destiné à être connecté directement ou indirectement à un point de terminaison d'un réseau en vue de la transmission, du traitement ou de la réception d'informations. Ne sont pas visés les équipements permettant d'accéder à des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne ou distribués par câble, sauf dans les cas où ils permettent d'accéder également à des services de télécommunications.